



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/43/L.4  
18 octobre 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

Conseil du commerce et du développement  
Quarante-troisième session  
Genève, 7 octobre 1996  
Point 3 de l'ordre du jour

**INTERDEPENDANCE ET QUESTIONS ECONOMIQUES MONDIALES DANS LA  
PERSPECTIVE DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT : REPENSER LES  
STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT; ENSEIGNEMENTS TIRES DE  
L'EXPERIENCE DE PAYS D'ASIE DE L'EST  
EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT**

Projet de résumé du Président

1. Cette question a fait l'objet d'un débat fertile et instructif. Divers problèmes généraux concernant la mondialisation et la libéralisation, de même que des questions plus spécifiques d'orientation, ont été abordés dans le cadre de l'examen du point 3 de l'ordre du jour ("Interdépendance et questions économiques mondiales dans la perspective du commerce et du développement : repenser les stratégies de développement; enseignements tirés de l'expérience de pays d'Asie de l'Est en matière de développement"), l'édition de 1996 du Rapport sur le commerce et le développement étant utilisée comme document de fond. Le débat a également englobé des discussions informelles animées faisant intervenir des experts extérieurs dont les opinions ont grandement contribué à une meilleure compréhension des questions en jeu. Cependant, certaines délégations ont regretté que les traductions du Rapport dans toutes les langues de travail de l'ONU n'aient pas été disponibles avant la session du Conseil, de sorte qu'il avait été difficile à certains gouvernements de préparer les discussions de manière adéquate.

2. Le Rapport 1996 a été bien accueilli par les délégations, qui ont fait l'éloge de la qualité de son analyse. La plupart se sont félicitées de ce que l'étude des questions liées à l'interdépendance mondiale dans la perspective du développement tienne compte du consensus apparu à la neuvième session de la Conférence. L'on a particulièrement appuyé les efforts de la CNUCED visant à analyser des expériences positives de développement en tirant des enseignements susceptibles d'être utiles à d'autres pays, notamment aux pays les moins avancés. Plusieurs délégations ont été d'avis que ce type d'analyse devait naturellement déboucher sur une étape plus orientée vers l'action. Un certain nombre d'intervenants ont estimé qu'un examen des expériences concluantes observées dans d'autres régions, notamment en Amérique latine et dans les PMA les plus performants, de même que les enseignements éventuels à en tirer pour d'autres pays, devraient tenir pleinement compte de conditions sociales et politiques particulières, ainsi que des différences dans les niveaux de développement.

3. Le débat sur les expériences de l'Asie de l'Est a été sensiblement étoffé par des contributions émanant de cette région. Plusieurs délégations ont considéré que le fait de partager leur expérience avec d'autres pays en développement fournissait non seulement des possibilités d'action à des pays actuellement confrontés à de redoutables défis en matière de développement, mais également un point de départ pour une assistance technique et financière plus efficace de la part des économies plus avancées d'Asie de l'Est. Ces délégations ont dans l'ensemble largement souscrit à l'analyse figurant dans le Rapport, considérée comme un moyen de mieux faire ressortir le dosage particulier de mesures - reposant à la fois sur les mécanismes du marché et sur l'action des pouvoirs publics - utilisé pour coordonner un processus de croissance économique et d'industrialisation accélérées. Une attention particulière a été accordée aux politiques employées pour encourager l'investissement et les exportations, ainsi que pour moderniser les technologies, renforcer la formation et améliorer le capital humain. Le rôle primordial joué par les taux élevés d'investissement du secteur privé et par les investissements d'infrastructure publique dans l'élimination des contraintes pesant sur l'offre constituait, de l'avis général, l'une des principales leçons à transposer de l'Asie de l'Est à d'autres pays en développement. L'on a également constaté l'effet positif exercé à cet égard par des politiques sélectives en matière d'investissement étranger direct,

mais plusieurs délégations ont jugé nécessaire de procéder à des études concrètes et à des travaux de recherche complémentaires sur les liens entre la libéralisation, l'investissement étranger direct, la technologie et le développement, à la lumière des expériences de l'Asie de l'Est.

4. On s'est accordé à reconnaître que les responsables de l'élaboration des politiques dans les pays en développement mesuraient mieux à présent le rôle du marché en tant que fondement de la croissance économique. Certaines délégations ont noté que les programmes classiques d'ajustement structurel coïncidaient dans une large mesure avec bon nombre de caractéristiques de l'évolution positive de l'Asie, alors que d'autres ont soutenu que la dynamique du "miracle asiatique" ne saurait se résumer à la démarche fonctionnelle préconisée par les institutions de Bretton Woods, estimant que le rôle complémentaire et, le cas échéant, correctif de l'Etat n'avait pas été suffisamment pris en compte dans bon nombre de débats récents sur la politique de développement et les programmes d'ajustement structurel. On a fait valoir que, dans la nouvelle génération de programmes d'ajustement structurel à entreprendre en Afrique, il faudrait prendre en considération les enseignements tirés de l'expérience de l'Asie de l'Est. Cependant, certaines délégations de cette région ont mis en garde contre une appréciation inconditionnelle de leur expérience, en reconnaissant que des erreurs avaient été commises et que celles-ci devaient être également prises en compte dans le processus d'apprentissage.

5. Beaucoup de délégations se sont tout particulièrement intéressées à la question de savoir comment les économies d'Asie de l'Est avaient mis à profit des ressources extérieures pour renforcer la dynamique de leur croissance intérieure. L'accès aux marchés, les capitaux étrangers et la technologie ont été également considérés comme faisant partie intégrante du succès du développement de toutes ces économies. Un certain nombre de délégations ont exprimé des doutes quant à la possibilité de recourir à des orientations commerciales et industrielles plus sélectives - analogues à celles que certains pays d'Asie de l'Est semblent avoir employées - dans le cadre d'un nouvel environnement commercial où, du fait d'une libéralisation accrue, il était plus difficile à l'Etat de formuler de manière autonome sa politique économique nationale. Ces délégations ont instamment invité le secrétariat à entreprendre des travaux pour définir des possibilités d'action concrètes qui soient compatibles avec les accords du Cycle d'Uruguay.

6. L'évaluation optimiste du Rapport de cette année quant au contexte mondial dans lequel pouvait s'inscrire une industrialisation orientée vers l'exportation a suscité un certain scepticisme auprès de plusieurs délégations. Si l'on s'est accordé à penser que la mondialisation ouvrait de multiples perspectives nouvelles pour les pays en développement, certaines délégations ont également fait état d'un risque accru de marginalisation. Plusieurs délégations ont jugé que l'environnement économique et commercial international était actuellement beaucoup moins favorable qu'à l'époque où l'Asie de l'Est avait amorcé son décollage économique vers une croissance soutenue. Divers facteurs, notamment une croissance plus faible dans les économies avancées, un protectionnisme accru et une concurrence nettement plus forte entre les exportateurs des pays en développement, semblaient avoir contribué à cette évolution.

7. Compte tenu des nouveaux obstacles qui se présentaient au niveau mondial pour les décideurs des pays en développement, de nombreuses délégations se sont intéressées à la dimension régionale du succès de l'Asie de l'Est, où le commerce et l'investissement avaient servi de vecteurs aux éléments moteurs de la croissance parmi des pays se trouvant à différents niveaux de développement. Plusieurs délégations ont fait état des efforts accrus déployés dans cette direction dans leur propre pays et, en particulier, de l'approche graduelle adoptée en la matière. Un certain nombre de délégations ont jugé souhaitable d'engager des travaux supplémentaires sur cet aspect de la réussite de l'Asie de l'Est et sur les conséquences pouvant en découler pour les stratégies de développement en général.

8. L'idée, présentée dans le Rapport, d'un service de marketing et d'information susceptible d'aider bon nombre de nouvelles économies industrielles à élaborer leur stratégie d'exportation en observant les conditions du marché pour certains articles manufacturés à forte intensité de travail a été diversement appréciée. Plusieurs délégations ont noté que cette tâche occupait déjà une large place dans les activités du CCI et dans l'aide bilatérale au développement. Cependant, certaines délégations ont incité le secrétariat à approfondir cette question.

9. D'importantes divergences d'opinion sont apparues en ce qui concerne les perspectives à court et à moyen terme de l'économie mondiale. D'aucuns ont estimé que les progrès appréciables réalisés sur le plan de la stabilité mondiale commençaient à se traduire par une croissance plus soutenue,

notamment dans le Nord. Les taux de croissance récemment enregistrés en Afrique et en Amérique latine faisaient également apparaître des signes encourageants à cet égard. Cependant, selon d'autres évaluations, le rythme global de croissance de l'économie mondiale restait insuffisant et la reprise observée dans de nombreuses régions du monde était encore trop éphémère pour permettre des prévisions sûres quant à l'évolution ultérieure. Un certain nombre de délégations ont exprimé la crainte que les politiques déflationnistes adoptées par les pays développés et l'accent mis sur la prévention de tensions inflationnistes apparentes n'aient contribué à la faiblesse de la croissance de l'économie mondiale, les principaux pays industriels comptant encore pour les trois quarts dans la production mondiale. Certaines délégations ont redouté que la persistance, voire la montée du chômage dans ces pays n'engendrent des pressions tendant à revenir sur les engagements pris dans les accords du Cycle d'Uruguay, ce qui mettrait en péril des stratégies de croissance axées sur l'exportation du type de celles qui étaient suivies en Asie de l'Est. D'autres délégations ont été d'avis que l'assainissement des finances publiques était une des tâches essentielles de la politique économique et que l'abaissement des taux d'intérêt, ainsi que des perspectives à long terme plus positives, encourageraient une expansion de l'économie mondiale.

10. Parmi les contraintes pesant actuellement sur les pays en développement, le problème de la dette a été évoqué par de nombreuses délégations. L'examen de la question de l'endettement dans le Rapport a été largement apprécié et considéré comme un aperçu intéressant et exact de l'action entreprise dans le cadre des institutions de Bretton Woods. Un certain nombre de délégations ont exprimé leur gratitude à la CNUCED pour les travaux utiles réalisés en matière de gestion de la dette et dans les négociations du Club de Paris. Certaines délégations ont mentionné de récentes propositions formulées à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international visant à alléger le fardeau de la dette des pays les moins avancés. Ces propositions ont été favorablement accueillies dans la mesure où elles orientaient le débat dans la direction voulue, mais un certain nombre de délégations ont jugé qu'il était possible d'en faire plus, tout particulièrement pour les pays les plus pauvres lourdement endettés. Elles ont estimé que le critère de la viabilité de l'endettement conservait un caractère restrictif et qu'il fallait à la fois faire preuve de souplesse en déterminant les conditions d'admissibilité

des pays et prévoir un calendrier réaliste. Quelques délégations ont affirmé que le problème de la dette devait être traité par les institutions de Bretton Woods et que le Rapport devait se concentrer sur les nouvelles priorités convenues à la neuvième session de la Conférence.

11. On a également fait l'éloge du Rapport pour son examen utile et intéressant des facteurs influant sur les flux internationaux de capitaux. L'importance des cadres réglementaires nationaux a été mentionnée et certains orateurs ont fait valoir que, vu la forte instabilité de ces flux, des contrôles pouvaient être exercés à titre temporaire, mais que ceux-ci devaient être étayés par des ajustements appropriés de politique générale.

12. Certaines délégations ont appelé l'attention sur des questions qui n'avaient pas été abordées dans le Rapport de cette année et qu'il serait utile de traiter dans de futures livraisons. Il s'agissait notamment de l'incidence de l'action gouvernementale et du développement économique sur l'équité sociale et la pauvreté, ainsi que d'une évaluation plus détaillée des possibilités d'exportation effectivement créées par le Cycle d'Uruguay pour les pays en développement.

-----